

«La Gazette Syndicale»

N°28 juin 2015: La lettre d'information et d'éducation syndicale de l'Union Départementale CGT-FORCE OUVRIERE d'Indre et Loire

« Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son propre malheur » *Fernand Pelloutier*

EDITO du Secrétaire Général : TROIS COLONNES A LA UNE !



Par Grégoire Hamelin S.G. de l'UD FO

L'EDITO De « La Gazette »

À l'avant-veille du congrès de notre Union Départementale, il est urgent d'examiner la situation économique et sociale au niveau national et d'apprécier sa traduction au niveau départemental.

La situation concernant la fermeture du CEA à Monts (Indre et Loire) symbolise à elle seule la politique d'austérité menée par le gouvernement : la recherche d'économies d'échelle, de rentabilité, de mutualisation, de baisse des dépenses, quitte à sacrifier tout un tissu industriel et social et des centaines d'emplois ; le dogme économique de l'alignement sur l'orientation de « l'optimisation budgétaire » doit aujourd'hui être la règle intangible à suivre...

En regardant de près les choses, cette politique perdure depuis près de 30 ans au gré du développement de la mondialisation de l'économie qui s'accompagne par nature d'une vision ultralibérale qui s'imposerait à tous les niveaux de la société, et qui provoque un haut niveau de chômage de masse, de précarité. Les cadres institutionnels au niveau mondial, européen et même national y concourent à leur manière.

Notons que toutes les contre-réformes engagées ces dernières années s'accroissent depuis le début de la crise en 2007, surtout depuis l'adoption du TSCG. (Traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance = pacte budgétaire européen)

La république Sociale en grave danger !

Force est de constater qu'en France, notre système politique tout à fait particulier, basé sur une république que la constitution indique « sociale » s'accommode mal du dogme libéral. Aujourd'hui c'est le cadre de République Sociale qui est attaqué. En effet, les valeurs de Liberté d'Égalité de Fraternité et de Laïcité, valeurs cardinales de notre République sociale se sont incarnées à travers trois piliers fondateurs : les services publics, la protection sociale (la Sécurité Sociale) et les conventions et statuts collectifs.

Réaffirmons ici que la classe ouvrière, par l'action et l'engagement de nos anciens camarades a largement contribué à la création et au développement des piliers de la république sociale en arrachant par la lutte de classe les moyens de leurs financements...

Les contre-réformes comme accélérateur du processus de désagrégation de tout l'édifice de la république sociale.

Chacun comprend aujourd'hui qu'au travers de l'ACTE III de décentralisation, de la loi NOTRe, du projet de loi Macron et Rebsamen, de l'application du pacte de responsabilité, que c'est l'ensemble de l'édifice de la république sociale que met en cause le gouvernement (qui relaye avec zèle les positions du patronat et s'appuie sur les contre-réformes engagées par le précédent gouvernement).

Alors que la France produit de plus en plus de richesses, que le CAC 40 distribue des milliards en dividendes (en augmentation constante), la politique des aides pour le patronat s'accroît (110 Mds € en 2014 + 50Mds à venir) en même temps que le chômage explose, que la flexibilité et la dégradation des conditions de travail s'amplifient, que les services publics régressent, comme les remboursements ou les aides sociales, le pouvoir d'achat des salariés reste, lui, en berne.

Au motif de la baisse des dépenses publiques, il faudrait que les salariés paient une crise économique dont ils ne sont en rien responsables !

Et c'est au motif de la concurrence (libre et non faussée) vieux dogme libéral et arme fatale pour les acquis ouvriers et la république sociale, que s'opposent sur le terrain économique les régions de toute la France, les services publics et les entreprises privées, et au final et malgré eux, les salariés.

Oui, très clairement on assiste à travers la suc-



cession des politiques d'austérité à un recul sans précédent des valeurs républicaines ! C'est un changement de société profond. Prôné par l'U.E (la concurrence libre et non faussée), on voit poindre un système à l'anglo-saxonne qui renvoie aux relations individuelles plutôt que collectives.

Le gouvernement, pour pouvoir mener à bien ses

Un axe de résistance se dessine !

desseins, cherche à associer les organisations syndicales à ses décisions.

Nonobstant, un axe de résistance se dessine. En effet, la CGT a emboîté le pas de notre confédération sur la base des revendications que nous portions en refusant de participer à la grande conférence sociale en 2014 qui devait avaliser le pacte de responsabilité.

Ce qui s'est dessiné à la conférence sociale s'est concrétisé par un appel commun à la grève et à la manifestation le 9 avril dernier contre la loi Macron et contre le pacte de responsabilité, aussi avec les syndicats SUD et FSU !

Alors que les confédérations ouvrières se réclament de la lutte de classe résistent, la CFDT montre sa véritable nature : celle d'un « syndicalisme »... de collaboration de classes...

Le syndicalisme rassemblé semble avoir du plomb dans l'aile et ce n'est pas pour nous déplaire à Force Ouvrière !

Oui il faut faire reculer ce gouvernement !

Mais comment le stopper alors que contre-réformes après contre-réformes, il s'attaque avec violence à tous les acquis arrachés par la classe ouvrière ?

Indépendance syndicale et grève interprofessionnelle !

L'indépendance syndicale est notre meilleur outil ! C'est grâce à notre indépendance que nous avons forgé, démocratiquement, au sein de nos syndicats ce que porte comme revendications notre confédération ! Et ce sont ces revendications qui sont aujourd'hui reprises par d'autres organisations syndicales !

Oui notre confédération par ses prises de positions, par ses actions sert de plus en plus d'appui pour la construction du rapport de forces nécessaire à inverser la tendance, même si à terme nous ne pourrions pas éluder la question de la grève interprofessionnelle.

En cela, le combat mené récemment dans l'hôpital public, dans l'enseignement comme dans de nombreux autres secteurs, rejoint celui des salariés du CEA à Monts.

Il convient dès lors de continuer par tous moyens à préparer la construction de ce rapport de forces !

L'histoire nous montre que la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même pour faire valoir ses intérêts et ainsi élargir le cercle de la mobilisation pour gagner sur nos revendications !!

A vos Agendas :
Le Congrès de l'UD FO 37
se déroulera à la Maison des syndicats
« La Camusière » à Saint Avertin
jeudi 15 octobre 2015

Brève en Vrac

Il faut le dire partout!

Après les puissantes journées de grève des 21 mai, 28 mai et 11 juin et la menace d'une grève totale des salariés soudés par les revendications, la direction de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris a retiré son plan de réorganisation.

Il s'agissait, pour la direction de l'AP-HP ni plus ni moins, d'individualiser le temps de travail des personnels, ce qui remettait en question les droits collectifs liés au statut particulier des personnels de l'AP-HP!

La Grève unie dans la revendication ça paye !

INTER-SDAS



Les Syndicats Départementaux de l'Action Sociale FO de la région centre ainsi que les SDAS de la Loire-Atlantique se sont réunis dans les locaux de l'UD FO 37 en présence de deux Secrétaires de la Fédération Nationale de l'Action Sociale. L'objectif avoué? Partager leurs expériences pour encore mieux développer les syndicats.

CEFP PONTOURNY Les salariés ne lâchent rien!



Après leur montée en car à Paris une délégation de salariés du CEFP de PONTOURNY a été reçue en même temps que la délégation intersyndicale le 25 juin à la Préfecture de Tours. Notre camarade Fabienne DEFENDI, représentante FO au CHSCT et élue au CTE des établissements de la ville de Paris, a réitéré en audience à la préfecture les revendications portées par l'intersyndicale : Maintien du site, de tous les postes et de tous les

C.E.A. Le Ripault à MONTS : pour l'UD FO 37 c'est clair net et sans ambiguïté c'est est le :

- maintien du site;
- maintien de tous les postes ;
- maintien de tous les emplois !



L'UD FO a lancé toutes ses forces dans la bataille dès qu'elle a appris le projet annoncé par le gouvernement de la fermeture du C.E.A. LE RIPAUT à MONTS !



L'équipe de l'UD venue renforcer les militants FO du CEA pour une grande distribution de tracts comme pour dire : Solidarité entre salariés !

Nous l'avons déjà dit, mais il faut le redire partout : si d'aventure le C.E.A. devait fermer ses portes ce serait un séisme économique et social pour tout le département !

Le CEA, c'est 540 salariés, des employés de sous-traitance (1000 emplois indirects?), qui vivent dans la commune, dans le canton dans le département.

Pour l'UD FO 37, il n'y a pas de projet alternatif et pas de temps à perdre ! C'est le maintien du site et la

poursuite de l'activité du CEA à MONTS qu'il faut obtenir maintenant !

Les salariés de nombreux secteurs ont déjà fait les frais des enfumages de projets alternatifs !

Dans le département par exemple, chez Michelin à Joué-Lès-Tours où le site va être démolé avec 160 salariés en plus sur le carreau, on nous annonce aujourd'hui que le projet des 150 emplois d'ingénieurs promis au Deux-Lions ne verra pas le jour...

L'UD FO, par voie de tracts, avec le syndicat FO du C.E.A. déclare :

« Après la manifestation de 1000 personnes le 21 mai, le rassemblement devant les Mairies de MONTS, de TOURS, la montée à PARIS à 300 avec 6 cars, la manifestation à MONTS de la poste à la Mairie...

Où en sommes-nous?

Quels sont les problèmes ?

L'intérêt des 540 salariés du CEA, des employés de la sous-traitance, de la commune, du canton, du département c'est le maintien du site à MONTS et de tous les emplois.

C'est la seule revendication des personnels qui, de manifestations en rassemblements répètent cette exigence

claire et légitime :

- Non à la fermeture;
- Maintien de tous les emplois;
- C'est ce mandat qui doit être respecté !

Oui le gouvernement est à l'origine de la décision de fermeture pour satisfaire aux diktats des dogmes de la politique ultra libérale et de réduction des dépenses!

De ce point de vue, le gouvernement est entièrement responsable !



Prochaine manifestation
des salariés du C.E.A.
A TOURS
2 juillet 2015

Avec eux dans la manif!!!

25 juin : grève dans les Hôpitaux et l'action Sociale : 800 personnes défilent dans la rue!

Près de 800 manifestants à Tours ont répondu à l'appel des fédérations syndicales FO /CGT /SUD de la santé et de l'action sociale et à l'appel inter-professionnel des UD CGT et FO 37 pour lutter contre la politique d'austérité du gouvernement qui s'incarne en particulier dans la Loi Touraine et le regroupement des hôpitaux, mais aussi via les employeurs du secteur social et médico-social qui veulent imposer des conventions collectives au rabais.



La Nouvelle République dans son

édition du 26 juin 2015 rend compte de cette manifestation.

La NR signale que s'étaient joints à la manifestation les salariés du CEA et évoque la situation du CEFP de PONTOURNY.

La Gazette rappelle qu'une délégation des UD FO et CGT 37 a été reçue en Préfecture pour exposer les revendications et les problèmes locaux pendant que les manifestants devant l'ARS exprimaient la nécessité de retirer la Loi Touraine et d'accorder des moyens pour l'hôpital et l'Action Sociale.

L'unité des revendications (non aux fermetures de sites, maintien de tous les emplois) malgré l'hétérogénéité des secteurs représentés démontre à l'évidence que partout les salariés sont confrontés à la même situation.



Cette situation c'est partout l'application des plans d'austérité drastiques.

Aujourd'hui, il ne reste plus aux salariés que le recours à la grève pour faire valoir leurs légitimes revendications puisque toujours et partout elles ne sont pas entendues !

Un Secrétaire Général de la Confédération CGT-FO a déclaré un jour « la sécu vaut bien une grève générale ». Ajoutons la défense de l'hôpital public et des services sociaux aussi, même si cela est un peu la même chose...

Sur le site de l'UD FO 37 : <http://37.Force.ouvriere.org>

Retrouvez dans son intégralité l'adresse des UD FO et CGT aux salariés d'Indre-et-Loire !

U.D. F.O. 37: Maison des syndicats, La Camusière, 18, rue de l'Oiselet 37550 Saint-Avertin.
Téléphone : 02 47 38 54 43 Télécopie : 02 47 37 91 00 Courriel : udfo37@force-ouvriere.fr